

ACTUALITÉ

SKHIRAT

Ils ont planché sur «un M

Le chef de gouvernement, la patronne des patrons, le ministère des Finances, celui de l'Industrie et du Commerce, celui des Transports et bien d'autres... Ils étaient tous là pour décortiquer le modèle de développement du Maroc.



A. ACHOUR

ment marocain: état des lieux», «Les expériences internationales de développement» et «Quel modèle de développement pour un Maroc émergent?».

Des leçons de taille

Inaugurant le débat, Fouzi Lakjaa, président de l'AMIF, a annoncé la couleur. «Personne ne peut déterminer, ni prétendre aujourd'hui qu'un pays soit arrivé à ériger un modèle de développement qui réponde à toutes les questions de la réalité et a devancé les problématiques de l'avenir, même si certains ont réalisé plus que d'autres», a-t-il précisé. Et d'ajouter: «La crise qui a envahi le monde il y a dix années nous a appris des leçons de taille, avec en tête le fait qu'il n'existe aucun modèle de développement valable pour tous les pays, tous les Etats et dans toutes les circonstances». Lakjaa a affirmé qu'aucun modèle de développement ne peut prétendre réussir la traversée du désert «sans investir dans l'homme une fois, deux fois et trois fois». Il a appelé à évaluer le modèle de développement du Maroc, loin du «langage de la satisfaction».

«Le Maroc a jeté les fondements d'un modèle de développement unique, alliant volontarisme et réalisme et une vision claire et inclusive». C'est ainsi que Fouzi Lakjaa, président de l'Association des membres de l'Inspection Générale des Finances (AMIF) a introduit le colloque international sur le modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents; un rendez-vous qui s'est tenu les 2-3 juin 2016 au Centre international de conférences Mohammed VI à Skhirat.

Débat de haut niveau

Les participants à ce débat de haut niveau, placé sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, ont eu le loisir de décortiquer le modèle de développement du Maroc, de faire l'état des lieux de ce modèle, d'en tracer les contours pour un Maroc émergent, d'en tirer les conclusions qui s'imposent et de faire des recommandations.

Dans le concert des émergents

Quel modèle de développement pour permettre au Maroc d'entrer dans le concert des pays émergents? Pour examiner cette question, trois panels ont entamé une réflexion de haut niveau: «Le modèle de développe-

Intervention musclée

Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM, n'a pas dit les choses à demi-mots. Elle a opté pour une intervention plutôt musclée, dont les remarques sont allées directement aux oreilles du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, qui a semblé avoir bien assimilé le discours en réagissant tantôt par une remarque, tantôt par une boutade. Mme Bensalah Chaqroun a fait remarquer que le modèle de développement du Maroc doit aspirer à créer les conditions d'une compétitivité globale. «Nous sommes encore un pays en voie de développement, n'en soyons pas frustrés», a dit la patronne des patrons. Et de lancer: «Notre croissance crée moins

Maroc émergent

d'opportunités de travail», avant d'affirmer: «La croissance ne sera pas pérenne si elle ne repose pas sur le capital humain». En outre, elle a lancé un appel à bon entendeur: «Il faut agir vite et sortir des sentiers battus, d'où le besoin de nouvelles réformes pour bâtir un nouveau modèle de développement en passant par la formation, pour donner au Maroc les profils adéquats (parler chinois, par exemple), afin d'attirer l'investissement».

La présidente de la CGEM a par ailleurs rappelé le volontarisme politique du Maroc qui a permis de franchir plusieurs étapes. Elle a insisté sur la nécessité de veiller sur la convergence des politiques sectorielles et de revoir à la baisse la pression fiscale qui pèse, selon elle, sur les bons élèves (les salariés et les quelques sociétés structurées). Et de constater que la croissance économique marocaine ne crée pas assez d'opportunités d'emploi et qu'elle n'est pas pérenne.

Une vie digne

«Réussir une transformation structurelle de notre économie où l'industrie est bien logée, telle est la passerelle pour faire entrer le Maroc dans le concert des pays émergents», a pour sa part reconnu le ministre de l'Économie et des Finances, Mohamed Boussaïd. L'argentier du Royaume a insisté sur le fait que l'objectif essentiel de tout modèle de développement est de garantir une vie digne pour tous les citoyens, dans un pays où règne l'esprit de coexistence, de justice sociale, de sécurité, de stabilité et de garantie des droits pour tous.

Maroc: état de santé satisfaisant

Le Maroc est aujourd'hui un pays où règnent la sécurité, la stabilité et les droits de l'homme, a d'emblée lancé le chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane. Il a fait l'éloge du libéralisme pour lequel a opté le Maroc il y a près d'un demi-siècle, reconnaissant que l'état de santé du Royaume est satisfaisant à plus d'un titre. Benkirane a appelé à «opérer de nouvelles transformations» et à «améliorer nos recettes», mais non en les imposant aux contribuables. Pour

ce faire, le chef de gouvernement a demandé que les acteurs économiques changent de culture en comprenant que le fait de payer leurs impôts n'est pas une punition. «Nous connaissons moult secteurs qui ne s'acquittent pas de leurs impôts», a-t-il fait savoir.

Regarder le verre à moitié plein

My Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie numérique, a été droit au but: «Pour être un pays émergent, il faut consentir (de la part de l'État, bien sûr) des efforts, être en perpétuelle remise en cause». Et de

remarquer: «Nous avons une petite dérive vers l'informel». Il a évoqué le rôle primordial des syndicats dans cette émergence. Il y a, selon lui, une fenêtre du Maroc qui est exceptionnelle et celui qui n'y croit pas peut descendre du train. Le ministre Elalamy a appelé à se serrer les coudes, à regarder le verre à moitié plein. Et de conclure: «Je reste confiant et optimiste pour mon pays, un des meilleurs au monde, avec des capacités exceptionnelles. On doit saisir ensemble les opportunités et nous corriger... Il y a du travail à faire». ■

DNES à Skhirat: Mohammed Nafaa

Abdelilah Benkirane, chef de gouvernement En démocratie, il faut savoir encaisser les coups et aussi en donner

«Le lancement du colloque international sur le modèle de développement, pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents, a réussi. Le niveau de la discussion et du débat était à la hauteur. Les participants ont, à mon sens, mis le doigt sur un certain nombre de points qui vont accompagner l'actuel gouvernement le temps qu'il lui reste de son mandat, comme ils accompagneront les gouvernements qui vont se succéder. Le Maroc a besoin de plus de liberté dans le domaine de l'économie; a besoin aussi de simplifier le système administratif, d'encadrer les citoyens, plus particulièrement les jeunes qui veulent bénéficier de leurs expériences pour créer leurs propres projets; a besoin que l'État se désiste de nombre d'espaces au profit des citoyens et se confine dans son rôle d'encadreur et d'approvisionnement... J'estime qu'il existe -Dieu merci!- une conviction que la situation du Maroc est bien, si on ne parle que de la sécurité et de la stabilité. Mais il n'y a pas que cela, à savoir que le Maroc a opté dès le début pour le libéralisme et donc pour s'allier



avec le monde libre. Ainsi, le Royaume évolue, s'améliore aussi. Les horizons sont prometteurs. Pareil colloque est une chose très positive. De temps en temps, il y a des critiques, on reçoit aussi des coups. Mais ce n'est pas un problème, car en politique et en démocratie, il faut savoir encaisser les coups et, si on peut en donner nous aussi, nous ne devons pas nous en priver» ■
Propos recueillis par M. Nafaa

ACTUALITÉ

Mohamed Boussaïd

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



Il nous faut sauvegarder l'exception Maroc !

Quelle appréciation faites-vous de ce colloque?

Ce colloque intervient après un long débat dans lequel j'étais impliqué pendant les deux dernières années, au parlement, notamment quand la classe politique, mais également les opérateurs, s'interrogeaient sur notre modèle de développement.

Quel impact des Discours royaux?

Dans ses Discours, SM e Roi a évoqué la question de l'entrée définitive du Royaume dans le concert des pays émergents. Le Souverain a consacré un discours entier à la richesse immatérielle, la redistribution de la richesse, la réforme de l'école, le programme de mise à niveau territorial et la réduction des disparités. Tous les Discours ont été des points de référence et devaient déboucher sur la concrétisation d'un débat large qui ne soit pas cantonné dans les cercles particuliers: politiques, économiques, société civile, médias éventuellement.

Quels sont la finalité et les objectifs de ce débat?

Ce débat doit faire un diagnostic objectif sur ce qui a été réalisé. Je le qualifie d'extrêmement positif, appréciable: il nous a permis aujourd'hui d'améliorer beaucoup d'indicateurs économiques et sociaux.

Quels sont les acquis?

Il y a eu beaucoup d'acquis positifs que nous ne pouvons tous énumérer ici.

Il n'y a pas que du positif...

Il y a eu, certes, des acquis positifs, mais la remise en cause est toujours positive. On se demanderait pourquoi nous ne pouvons pas aujourd'hui atteindre un palier de croissance plus important. Y a-t-il aujourd'hui des contraintes ou dysfonctionnements qui nous empêchent de le faire? Est-ce que nous avons au niveau de nos programmes sociaux atteint l'efficience? L'idée, c'est quelles sont éventuellement les contraintes ou plutôt quels sont les leviers sur lesquels il faudrait jouer pour que ce modèle de développement s'enrichisse.

On a discuté, durant deux jours, du modèle de développement du Maroc. De quel modèle s'agit-il?

Je crois que la question du modèle de développement est à peaufiner, parce qu'il n'y a pas de modèle unique et valable tout le temps, de modèle-type par rapport à notre situation, à notre trajectoire, à notre histoire et à nos capacités et potentiel.

Vous avez dans votre exposé donné quelques pistes...

Je pense que, désormais, il y a unanimité. C'est que, pour être émergent, il faut d'abord investir dans l'Homme. Il faudrait que notre capital humain soit formé techniquement pour qu'il puisse mieux s'insérer dans le marché du travail. Bien entendu, il faut qu'il soit formé sur la citoyenneté, sur le sentiment également d'appartenance à l'heure du travail et de l'effort.

Et la nécessaire industrialisation du pays ?

Bien évidemment, aucune émergence ne peut se faire si le Maroc n'atteint pas une taille critique en termes d'industrialisation et, bien entendu, d'exportation.

Vous avez encouragé la demande interne et l'investissement public. Quelle suite à cela?

Ceci va continuer même si quelque part cela a eu un impact négatif sur nos finances publiques et sur l'équilibre du cadre macro-économique préalables à l'émergence.

Il faut aussi asseoir une réelle justice sociale. Comment faire pour relever pareil challenge?

La justice sociale entend bien sûr réduire les disparités sociales. Sur cet élément précis, la réduction des

disparités est non seulement préalable à une meilleure croissance et à une société plus cohérente et plus solidaire, mais également elle peut améliorer le profil de notre croissance.

Une croissance qui doit être tournée vers l'Homme et pour l'Homme, dont les femmes bien sûr?

Absolument, pour lui permettre en tout état de cause d'avoir le maximum d'opportunités d'emploi.

D'autres aspects immatériels?

Ils sont également présents, parce que nous parlons souvent -et cela est important- de croissance inclusive dont tout le monde bénéficie, mais également d'une croissance durable qui permet de préserver nos ressources de manière générale.

Qu'est-ce qui est attendu de cet important débat?

Qu'il y ait un débat franc et effectif à même de mettre le doigt sur éventuellement nos faiblesses ou dysfonctionnements.

Et faire l'état des lieux?

Oui, l'état des lieux et une feuille de route pour enrichir notre modèle dans un monde qui change et évolue, matérialisé par moult incertitudes et par son instabilité.

Et le Maroc dans tout cela?

Le Maroc apparaît comme un Etat de tranquillité, de stabilité et de sécurité.

Ce qui en fait un véritable cas d'exception ?

Une exception qu'il va falloir sauvegarder et travailler fort, de manière rapide et accélérée, pour saisir toutes les opportunités qui s'offrent à nous. ■

Interview réalisée
par Mohammed Nafaa

Aziz Rebbah

MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE



Poser les vraies questions, trouver les réponses adéquates

Est-ce qu'il s'agit là d'un programme gouvernemental?

Ce n'est pas un programme, mais un modèle. Un programme gouvernemental s'étale sur cinq années. Moi, personnellement, j'estime qu'un programme transcende les gouvernements.

Quels résultats?

Nous avons pu, durant les quinze dernières années, développer un modèle qui a donné ses fruits et fait que le Maroc soit bien respecté à l'échelle mondiale. Il y a beaucoup de partenariats qui se développent maintenant. A mon avis, de temps en temps, il faut se poser la question: «Est-ce que ce modèle pourrait résister, avec les éventualités qui s'opèrent à l'international?».

Quel débat national pour ce modèle?

Ce débat national est très important. Il faut cependant le pérenniser ou l'organiser de manière périodique. Il peut être global comme il peut être thématique.

Et le partenariat public-privé?

Aujourd'hui, le partenariat public-privé mérite qu'on lui accorde un intérêt particulier: les modèles de financement

qu'on va utiliser dans les différents domaines, en particulier ceux qui ont un impact sur l'environnement. La régionalisation exige aujourd'hui qu'il y ait un équilibre entre l'Etat central et la région. Donc, une actualisation s'impose.

Et quel rôle pour l'élite?

Une nouvelle élite doit aujourd'hui prendre la relève dans cette nouvelle dynamique. De cette recherche perpétuelle en termes de qualité de service, de qualité de vie aussi, je crois qu'il en découlera un réel débat extraordinaire.

Que définira ce débat?

Ce débat, à mon sens, va essayer de définir les orientations pour que l'on puisse mettre en place les bases d'un nouveau mode de développement.

Quelles garanties ?

Je pense personnellement que la première garantie est qu'il y ait cette volonté collective: c'est très important. Deuxième garantie, c'est l'aspect participatif. Troisième garantie et non des moindres, c'est que le monde n'attend pas et on est obligé à tout moment de poser les vraies questions et de leur trouver les réponses adéquates. ■

Propos recueillis
par MN

ACTUALITÉ



Hassan Abouyoub

AMBASSADEUR DU MAROC EN ITALIE

«Je déplore l'absence de débat politique dans notre pays»

Pourquoi ce colloque international sur le modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents et pourquoi ce timing?

Il faut poser la question à l'AMIF (l'Association des Membres de l'Inspection Générale des Finances).

Mais vous avez un avis...

Le rôle important dans le management de l'économie et même un peu plus du corps des inspecteurs des finances est au cœur du système de décision. Donc, il est nécessaire et utile qu'ils prennent quelquefois cette initiative. C'est magnifique, c'est merveilleux.

Peut-on dire que le Maroc est apte à entrer dans le concert des pays émergents?

Personnellement, je n'aime guère le mot émergent, parce qu'il n'y a pas de définition, ni de concept dedans; il n'y a rien.

Comment voyez-vous alors l'entrée du Maroc?

J'espère que le Maroc entre dans son projet avec sérénité et avec un grand sens du sacrifice.

Dans quelle conjoncture?

Nous sommes aujourd'hui, il faut le dire, dans une conjoncture favorable pour faire,

ce que l'on appelle dans la culture asiatique, le saut en avant.

Est-ce possible?

Je dirais que nous pourrions le faire. Et, pour le faire, tout le monde est d'accord sur le constat. Il faut que l'on soit aussi d'accord sur les solutions.

Quelles solutions?

Les solutions sont des mesures de réforme courageuses qui doivent être consensuelles et nationales. Elles doivent également transcender le jeu politicien, entre se bagarrer et les autres aspects qui sont plus conjoncturels et qui relèvent de la démocratie représentative, du principe de l'alternance et des grands sujets stratégiques qui engagent trois à quatre générations.

Et pour ce qui est des querelles idéologiques?

Il ne doit pas y avoir de gauche, de droite, islamistes ou pas islamistes. Il doit y avoir des Marocains réunis autour d'une vision royale pour construire le Maroc sur ses piliers fondateurs. C'est cela que nous n'arrivons pas à expliquer.

Faut-il en débattre?

Il faut le débat, c'est sûr. Mais il faut aussi qu'il débouche sur un consensus, sur un programme de réforme qui touche le très long terme.

Mais alors, avons-nous les atouts pour ce faire, à part les volets sécurité et démocratie?

Nous avons le constat, le diagnostic. Nous avons aussi des ressources humaines magnifiques.

Qu'est-ce qui manque alors?

Il nous manque l'accompagnement politique dans le cadre même de la Constitution de 2011. Le parlement a le privilège de la législation.

Et si le problème s'installe autour des petites questions et des faux détails, comme cela arrive?

Nous sommes alors à côté de la plaque. Je dirais plus: nous passerons à côté du rendez-vous avec l'Histoire.

Vous avez dit aux hommes politiques, lors de votre intervention, qu'ils ne débattaient pas. Le constat est un peu fort...

La phrase

Si on n'est pas capable de gérer le système politico-politique...

J'en suis un et je le déplore. Le mot n'est pas fort: je déplore l'absence de débat politique sérieux dans notre pays.

Et les citoyens ? Il faut les impliquer dans ces grands débats, ce qui nécessite une communication...

Le citoyen est ce que nous faisons qu'il soit. Si nous lui offrons un spectacle comme celui qu'on lui offre chaque mardi, je comprends qu'il n'ait pas confiance en la classe politique.

Vous parliez du retard du décollage culturel au Maroc?

C'est fondamental. Un intervenant dans la salle a dit que, sur cinquante structures à Casablanca, il y a quarante-cinq qui n'ont pas de bibliothèque. Tout est dit. Si nous donnons peu de chance, déjà avec les moyens ordinaires, à des citoyens non privilégiés, pour profiter de l'école, notre problème est tout simplement énorme.

Et si nous ne sommes pas capables de trouver des solutions aux maux de l'éducation?

Si nous ne sommes pas capables unanimement, comme nous le sommes autour de notre intégrité territoriale, comme SM le Roi l'a dit, la seconde priorité, c'est l'éducation. Si nous ne sommes pas capables, nous les Marocains et les Marocaines, de nous unir autour d'une vraie réforme, de mettre de l'ordre dans le système éducatif, eh bien, il faut désespérer.

Le problème est-il politique?

Il est dans la capacité des hommes politiques à mobiliser le peuple autour de réponses courageuses à long terme à même de donner les chances ou la chance à tout un chacun.

Ça paraît facile?

C'est facile et également possible et jouable.

Comment voyez-vous ce modèle de développement du Maroc?

Il n'y a pas de modèle.

Une vision peut-être?

Une vision oui et nous l'avons. Elle a été répétée à loisir par SM le Roi avec les critiques qu'il fallait adresser à ceux que cela concerne.

SM le Roi n'a jamais fait l'économie de ce besoin de rappeler chacun à ses responsabilités, parce qu'il y a un décalage, parce que la classe politique n'est pas en interaction avec cette vision. Il faut qu'elle se mobilise pour la mettre en œuvre.

Et la liberté d'expression?

Nous avons la chance de pouvoir parler en toute liberté et sérénité. Mais il n'y a pas de débat.

Pourquoi?

Parce que tout simplement les priorités du niveau -je dirais même de l'agenda-politique, sont ailleurs.

Que faire pour y remédier?

Il faut que nous corrigions ces dérives et repartions de l'esprit de cette Constitution qui est, avouons-le, avant-gardiste. Mais il faut que nous l'alimentions, que nous lui donnions vie.

Les textes sont là, non ?

Absolument. Seulement, il faut que les textes qui doivent accompagner sa mise en œuvre sortent.

Le chef du gouvernement a promis de les faire sortir...

On n'attend pas cinq années pour

résoudre le problème.

Il faut accélérer le rythme ?

Pourquoi attendre? Je ne vois personnellement aucune raison à cela. Je veux cependant comprendre l'obstacle. Nous devons absolument faire en sorte que cette Constitution soit perçue par les citoyens dans leur vie quotidienne.

Et si on n'y arrive pas?

Si on n'est pas capable, c'est que ça grince et ça freine dans le système politico-politicien ■

Interview réalisée
par Mohammed Nafaa

Fouzi Lakjaa

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'INSPECTION CENTRALE DES FINANCES (L'AMIF)



Une thématique d'actualité, compliquée à mettre en œuvre

Pourquoi ce colloque aujourd'hui?

Aujourd'hui, nous fêtons le 56ème anniversaire de l'AMIF.

Et cette thématique?

Nous avons choisi cette thématique pour débattre autour du modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents. Un modèle nous permettant d'accéder une fois pour toutes à ce club.

Il s'agit donc d'un thème d'actualité...

C'est effectivement une thématique d'actualité et le débat public autour a depuis quelques temps été lancé, suite au Discours Royal qui incite aujourd'hui les politiciens, les intellectuels et les preneurs de décisions à se mettre autour d'une table et à débattre cette thématique aussi compliquée à mettre en œuvre ■

Propos recueillis par MN

c'est que ça grince et ça freine dans le bien.